

Journée de mobilisation décentralisée du 26 mai

Communiqué des 6 organisations syndicales

du Groupe France Télécom Orange

Au lendemain d'un 1^{er} Mai dont le caractère historique s'inscrit dans le prolongement des journées d'actions unitaires des 29 janvier et 19 mars, Les huit organisations syndicales appellent les salariés à faire du 26 mai 2009 une nouvelle journée de mobilisations. Les Organisations syndicales CFDT, CFTC, CFE/CGC, CGT, FO SUD, du Groupe France Télécom Orange réaffirment leur attachement à leurs déclarations communes pour les précédentes mobilisations, appellent les salariés à s'inscrire activement dans cette initiative aux cotés des autres salariés du Pays pour faire entendre leurs revendications en matière d'emploi, de conditions de travail et de salaire.

Nos Organisations syndicales refusent que l'investissement, l'emploi et les salaires soient utilisés comme variables d'ajustement pour tenir les engagements de versement des dividendes et réclament que soient privilégiés la formation, le travail qualifiant, l'amélioration des conditions de travail et la réduction de la précarité.

Les organisations syndicales proposent de faire du 26 Mai, jour de l'assemblée générale des actionnaires du Groupe, une manifestation des exigences du personnel de France Télécom pour une autre répartition des richesses, et pour rappeler avec force que les lois du marché ne peuvent régler tous les problèmes, notamment en matière de service public.

A l'issue d'un plan de 22 000 départs en 3 ans et les nombreuses mobilités géographiques et professionnelles contraintes qui ont provoqué une dégradation des conditions de vie et de travail de nombreux salariés, la Gestion Prévisionnelle de l'Emploi et des Compétences proposée par la direction ne répond aucunement aux attentes de nos fédérations qui ont refusé d'y apposer leur signature.

Celles-ci rappellent leur exigence que France Télécom participe à une relance économique durable et contribue à surmonter la crise par le maintien et le développement de l'emploi dans l'entreprise notamment, par l'embauche de jeunes, l'augmentation du pouvoir d'achat et des salaires, l'investissement productif et le développement des nouvelles technologies et de ses usages pour tous.

Les Fédérations appellent les personnels à participer massivement à toutes les initiatives locales dans le cadre de la journée du 26 pour réaffirmer que les salariés n'ont pas à payer la crise.

Paris, le 18 mai 2009